

● **NAQD**

Revue d'études et de critique sociale
Printemps-été 2002, n° 16

DésOrdres urbains

Le titre du dernier numéro de *Naqd* « DésOrdres urbains » nous indique bien le projet de ses auteurs : montrer l'ambiguïté de la notion d'ordre urbain. A partir d'études portant sur plusieurs grandes agglomérations du monde arabe – principalement Alger, mais aussi Beyrouth, Casablanca, Le Caire, les villes palestiniennes – sont identifiées diverses modalités des ordres et des désordres urbains. La ville produit d'abord simultanément les archétypes de l'ordre et du désordre : le désordre avec les quartiers relégués, « monde à part » oublié par les pouvoirs publics, analysés par Dalila Iamarène-Djebal (Diar el Kef et les Palmiers à Alger), l'abandon s'accompagnant d'un processus de dislocation sociale ; l'ordre représenté de multiples manières à Riadh-el-Feth (par ses architectures, ses fonctionnalités, la présence policière), nouveau quartier symbole du centre d'Alger construit dans les années quatre-vingts, à travers la description qu'en fait Joëlle Deluz-La Bruyère. Mais dans les deux cas, le monde à

part – et donc le renvoi à l'archétype – est fragilisé, ne serait-ce que par une inévitable capillarité avec les autres mondes, avec un minimum de structuration sociale collective au bout de la décomposition, ou la discrète fissure dans un ordre trop bien composé.

Mais l'analyse en termes d'ordre urbain se heurte à des difficultés encore plus sérieuses que l'impureté des pratiques par rapport aux modèles. Comme le rappellent Bénédicte Florin et Anna Madoeuf, l'ordre urbain s'appuie nécessairement sur des représentations sociales et des pratiques en rapport avec ces représentations, contradictoires ou homogènes. Un ordre urbain, au singulier, s'adoserait sur un ensemble cohérent de représentations, imposé ou négocié. Or la chaîne de construction de cet ordre est susceptible d'être rompue de plusieurs manières. Un ordre imposé par la planification urbaine pourra s'accompagner de moyens effectifs, coercitifs, de mise en œuvre de cet ordre – dans le scénario de la domination politique décrit pour Casablanca, jusqu'aux années quatre-vingt-dix (Hassan Rachik), avec le cycle violence/contre-violence.

Mais le scénario le plus souvent à l'œuvre dans la ville contemporaine est celui d'un dispositif autoritaire de l'urbanisme au

service de l'Etat et (ou) des collectivités locales, sans que les personnes publiques n'aient ou ne se donnent les moyens de mise en œuvre de ce dispositif. Cette situation a deux effets principaux : l'incapacité des personnes publiques à appliquer les dispositifs juridiques faits de ces dernières des acteurs du désordre urbain (voir l'intéressante analyse de Rachid Sidi Boumedine) ; la « cacophonie urbaine » qui en résulte, pour les villes palestiniennes par exemple (Aude Signoles), est le vecteur de marges de manœuvre et de négociation retrouvées pour les habitants au niveau infra-réglementaire. Cependant, l'évolution des formules politiques vers des formes plus démocratiques et décentralisées doit permettre la remontée des espaces de négociation dans la sphère de la production de la norme urbaine, comme cela semble s'esquisser à Casablanca.

NAQD

Revue d'Études et de Critique Sociale
BP. 63 bis, Ben Aknoun - 16033 Alger

● **REVUE RÉGIONS
ET DÉVELOPPEMENT**

n°2001-14, Editions L'Harmattan

Intégration régionale et développement

La revue *Régions et Développement* consacre ce numéro au thème de l'intégration régionale pour questionner sa contribution au développement. L'élargissement de l'Union Européenne aux Pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO), les avancées du partenariat euro-méditerranéen (à la suite de l'adhésion de l'Égypte, du Liban et de l'Algérie) ou encore la relance du projet intégrationniste africain (Nepad) semblent prolonger la tendance observée de la régionalisation de l'économie mondiale.

Ce numéro présente pour le moins un double intérêt : d'une part, évaluer et discuter les gains économiques induits par l'intégration régionale au regard des évolutions récentes et d'autre part, d'émettre en perspective les expériences d'intégration régionale sur différentes aires géographiques.

Les enseignements majeurs, tirés par les auteurs, plaident pour une réhabilitation du rôle des politiques publiques dans les stratégies de développement.

En comparant les schémas d'intégration américaine et euroméditerranéenne, il apparaît que la constitution d'un marché régional suppose une association étroite entre une stratégie d'insertion dans les réseaux internationaux de production et une stratégie de croissance endogène soutenant la demande locale et l'investissement (L. Abdelmalki et J. Trotignon). Faute de pouvoir déployer une politique autonome en matière commerciale et industrielle, des pays en développement risquent de ne pouvoir échapper à la trappe du sous-développement, comme en témoigne la marginalisation progressive de l'Afrique subsaharienne de la division internationale du travail (K. Logossah, J.M. Salmon et H.B. Solignac Lecomte). A partir du cas des marchés vivriers en Afrique Centrale, l'inexploitation du potentiel du commerce intra-régional apparaît clairement liée à l'incapacité des Etats de corriger les défaillances du marché (E. Kouam et B. Henry de Frahan).

D'autres contributions de ce numéro abondent dans ce sens, en établissant un lien entre la réussite de l'intégration régionale et les politiques conjoncturelles et structurelles mises en œuvre. Cela est notamment le cas du choix et de la maîtrise du régime de change

opportun qui accompagne l'adhésion des PECO à l'Union Européenne (S. Brana et D. Chenaf-Nicet). Une autre illustration est donnée, dans le cas de la Chine, avec le rôle des politiques locales dans la concentration des investissements infrastructurels dans les *hubs* de transport et dans son insertion dans l'espace économique asiatique (X. Luo).

Néanmoins, on peut regretter l'absence d'articles proposant une lecture historique des échecs et de la réversibilité des constructions régionales. En effet, il ne saurait y avoir de déterminisme de l'intégration régionale mais davantage une construction complexe, non linéaire et parfois réversible.

REVUE RÉGION ET DÉVELOPPEMENT

Centre d'Économie Régionale,
de l'Emploi et des Firmes Internationales
15-19 allée Claude Forbin
13627 Aix en Provence Cedex 1
E-mail : cer.fea@univ.u-3mrs.fr

● **TRAVAIL
ET DÉVELOPPEMENT**

Revue tunisienne des sciences du travail
n°20-21- 2001

*Le développement des ressources humaines
dans le domaine social*

La dernière livraison de "Travail et Développement : revue tunisienne des sciences du travail" reprend les travaux d'un colloque qui s'est tenu le 27 et 28 avril 2001 à Tunis sur le thème du "développement des ressources humaines dans le domaine social". Ce numéro double s'ouvre sur une analyse du professeur Nasraoui des mutations socio-économiques de la société tunisienne en relation avec l'évolution de la formation dispensée aux travailleurs sociaux en Tunisie. L'auteur évalue ces formations au vue des principaux changements socio-économiques de la société tunisienne actuelle. Ceci le conduit à proposer une nouvelle réforme des programmes et des méthodes de la formation de ces travailleurs sociaux.

La deuxième contribution de Rafika Khouini, porte sur "Les mutations mondiales, la crise du travail et le développement des ressources humaines". L'auteur s'y propose notamment de situer "les changements du travail dans la réalité des enjeux

internationaux". En développant un certain nombre d'arguments qui nous semblent relever davantage du commentaire journalistique que de l'analyse véritablement scientifique (aucune référence bibliographique ni aucune validation empirique), l'auteur conclut en se félicitant qu' "une orientation expérimentée en Tunisie s'est distinguée par l'importance de ses résultats dans la perspective de coordination entre les objectifs de croissance et les politiques d'emploi en s'inscrivant dans une logique d'économie sociale et solidaire".

La partie arabe de cette livraison comporte pour sa part trois contributions. La première est celle de Lassad Laabidi et consiste en une tentative d'évaluer la contribution du service social dans le développement et son rôle pour la valorisation de l'identité professionnelle des travailleurs sociaux. L'auteur essaie d'analyser les difficultés rencontrées par ces travailleurs à accéder à une véritable reconnaissance et un statut professionnel (et une identité) à part entière.

La seconde contribution est celle de Fathi Eljarray et porte sur une comparaison des processus de professionnalisation du travail social dans un certain nombre de pays arabes (Égypte, Koweït, Jordanie et Tunisie). Ces comparaisons conduisent l'auteur à présenter

un certain nombre de recommandations concernant l'organisation de la formation des travailleurs sociaux dans le monde arabe.

Enfin, le professeur Nasraoui revient sur l'enseignement des personnes âgées en tant que méthode privilégiée afin de faire face aux transformations économiques et sociales qui accompagnent la globalisation et le développement de la société du savoir. L'auteur conclut par un appel à la mise en place d'une didactique adaptée pour ces personnes âgées et à une révision de la formation des futurs formateurs de ceux-ci.

En conclusion, il nous semble que cette livraison de Travail et Développement pose les bonnes questions mais hésite quelque peu au niveau des réponses.

TRAVAIL ET DÉVELOPPEMENT
Revue tunisienne des Sciences du Travail
Une publication de l'Institut National du
Travail et des Etudes Sociales
44, rue de l'Artisanat – Charguia II
B.P. 692 Cedex 1080

● **TERRAIN**

n° 39, septembre 2002

Travailler à l'usine

Approcher le travail à l'usine de manière ethnographique, c'est ce que le dossier du numéro 39 de la revue d'anthropologie Terrain se propose de faire à travers neuf contributions monographiques, portant sur des terrains variés en lieu et en secteur. L'article introductif, signé par Nicolas Flamant et Monique Jeudy-Ballini, situe fort bien l'enjeu que constitue un tel objet pour cette discipline, à la fois vis-à-vis des autres disciplines auxquelles, traditionnellement, l'entreprise reviendrait comme terrain d'investigation naturel (en particulier la sociologie), et vis-à-vis de l'anthropologie elle-même. Les auteurs défendent ainsi de manière très convaincante ce que l'approche anthropologique apporte à l'appréhension du travail en usine, notamment du sens qui lui est donné donc du rapport à soi et aux autres qu'il participe à construire, objet que la « cosmogonie managériale » aurait trop facilement séparé,

dans ses logiques d'action comme dans ses représentations, du reste de la vie sociale.

Les articles composant ce numéro proposent donc une manière décalée d'entrer dans les relations entre entreprise et société, devenues classiques en sociologie, en l'abordant par le biais du rapport au travail comme rapport à la matière, à la tâche, au métier, au produit, à l'atelier ou à la chaîne, au pouvoir (de et sur soi), et à tout ce qui est hors-travail (pause, qualifications non utilisées, liens sociaux, ...). Ils entendent par là « montrer que la rationalité, l'imaginaire et le symbolique coagissent au cœur même de l'activité productrice », autrement dit réhabiliter la part des sujets, la part de la complexe humanité, dans la marche quotidienne des usines, thème décliné avec finesse par l'ensemble des contributions de ce numéro.

Côte à côte, elles mettent en évidence la diversité et l'hétérogénéité des pratiques comme des perceptions du travail à l'usine, donc l'impossibilité d'en tirer une image unifiée, et montrent les transformations qu'a subies cette façon de vivre le travail face aux transformations du travail lui-même. Elles

nous incitent surtout, de manière renouvelée et au-delà des disciplines, à réhabiliter les sens et les temps dans la construction des représentations du travail, et plus généralement dans la construction du rapport au monde.

TERRAIN
Monum, Éditions du patrimoine
Mission du Patrimoine ethnologique
65, rue de Richelieu
75002 Paris
www.culture.gouv.fr/mpe/publications